

## Opération de régularisation de la situation des migrants

# La société civile et les experts internationaux évaluent l'expérience

Évaluer l'opération de régularisation de la situation des migrants sans papiers, relever les insuffisances et proposer des recommandations, voici en gros l'objectif du séminaire organisé à Rabat le 17 et 18 octobre. Cette rencontre a constitué, par ailleurs, une occasion pour plusieurs experts de la question de la migration de relever les avantages et les bénéfices que peut tirer le Maroc de cette politique.

À deux mois de la fin de l'opération de régularisation des migrants en situation irrégulière, l'Association Afrique Culture Maroc vient d'organiser, en collaboration avec le Centre culturel africain, un séminaire vendredi et samedi dernier autour du thème «la nouvelle politique migratoire : quel avenir pour les réfugiés et les migrants dans le cadre de la coopération Sud-Sud». Durant cette rencontre, les intervenants ont tenté d'évaluer l'impact de la mise en œuvre de cette politique sur la vie quotidienne des migrants sans papiers et les moyens à déployer afin de garantir une meilleure intégration de ces migrants dans la société marocaine.

En effet, si la démarche de régularisation était salutaire à plus d'un titre, estime le président de l'association Marcel Amiyeto, dans la mesure où elle a permis à 40% des migrants de régulariser leur situation illégale et d'accéder par conséquent à tous les droits garantis aux citoyens d'origine, force est de constater qu'elle a montré certaines limites sur le plan pratique. D'abord, les conditions d'éligibilité restent très restreintes et ne permettent pas à tous les migrants de régulariser leur situation, d'où le souhait affiché par de nombreux migrants encore en situation irrégulière d'étendre la durée de cette opération afin de donner une

autre chance à tous les migrants éligibles d'en bénéficier. «Plusieurs ressortissants subsahariens ont toujours du mal à se procurer des justificatifs de la date de leur arrivée sur le territoire marocain. Bien que toutes les conditions soient déjà réunies pour qu'ils bénéficient d'une régularisation, ils sont toujours en situation irrégulière», souligne le président de l'association.

Outre cette contrainte, M. Amiyeto relève des difficultés au niveau de l'intégration de ces migrants dans la société. En effet, devant la rareté des programmes de formation professionnelle qui permettent aux migrants d'apprendre un nouveau métier ou de mettre à niveau leur savoir-faire acquis dans leur pays d'origine, ces derniers trouvent beaucoup de mal à travailler. Une autre insuffisance relevée par ce responsable : l'absence de programmes culturels destinés aux enfants de migrants afin de permettre à ces jeunes de s'imprégner de la culture et des traditions marocaines. «Nous proposons dans ce sens de garantir aux enfants de migrants l'accès aux centres socioéducatifs ainsi que des écoles non formelles qui peuvent être mises en place par le ministère de l'Éducation nationale et pourront être animées par des encadrants marocains et subsahariens», note M. Amiyeto.

Pour sa part, Mme Anke Strauss, représentante de l'Organisation internationale pour les migrants (OIM) au Maroc, a indiqué, dans une allocution lue par Mohamed Ali Lahlou, qu'il était primordial, dans la perspective d'assurer une réussite à cette nouvelle dynamique insufflée par la nouvelle politique globale et intégrée de la migration, d'inclure les acteurs de la société civile dans le processus d'élaboration des dispositifs et des lois se rapportant à la migration et de mettre en place, en association avec cette société civile, les moyens permettant de promouvoir les droits des migrants et leur intégration socioculturelle et économique. Ces ONG connaissent la réalité quotidienne des migrants. Ainsi, leur implication favorisera, selon la même responsable, la création de relations de confiance ainsi que le partage des expériences et des connaissances permettant la mise en œuvre des actions à destination de la population migrante selon une vision commune et partagée. S'agissant de la contribution de l'OIM à ce chantier, Mme Strauss a fait savoir que cette organisation



Les intervenants ont tenté d'évaluer l'impact de la mise en œuvre de cette politique sur la vie quotidienne des migrants sans papiers.

Ph.Kartouch

intergouvernementale participe à la mise en œuvre de cette politique migratoire en apportant un appui technique et en organisant des activités de renforcement des capacités de ces migrants à travers des séminaires et des formations et en mettant en place des programmes visant l'accompagnement et le soutien des migrants. Abdelatif Fekkak, professeur universitaire, a souligné dans son intervention l'importance de valoriser le capital immatériel

que représentent les «immigrés subsahariens». D'après lui, ce capital ne constitue pas une charge budgétaire autant qu'il représente un investissement rentable pour la qualité et l'image du pays au niveau de l'Afrique. «Le capital immatériel de l'immigration est une chance pour le Maroc, il n'est pas cher et il peut rapporter de gros investisseurs pour les collectivités territoriales avancées», a-t-il fait remarquer. ■

Yusra Amrani

## Vocation africaine

L'association Afrique Culture Maroc a pour vocation principale de faire connaître la culture africaine et d'initier un dialogue entre les peuples. Créée en 2006, l'association réalise cet objectif au quotidien par l'organisation de nombreux événements et projets, dont des activités culturelles (chant, musique, peinture, danse, etc.) et des activités de

sensibilisation et de réflexion autour de la présence africaine au Maroc. Reconnue légalement par le gouvernement marocain le 24 avril 2014, l'association Afrique Culture Maroc se donne comme mission de favoriser l'intégration des migrants au sein de la société marocaine en organisant son action autour de plusieurs thématiques d'action :

la lutte contre le racisme et la discrimination, l'organisation de formations professionnalisantes à destination des migrants, la distribution de kits alimentaires et la mise en place d'activités socioéducatives à destination des enfants marocains et des enfants de migrants dans le but d'établir un dialogue durable entre les peuples.